

<http://www.divergences.be/spip.php?article1662>



Jean-Pierre Garnier

Un développement urbain insoutenable (1)

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2010 - N° 19 Mars 2010 - Français - RÉSISTANCES...RÉFLEXIONS... -

Publication date: lundi 15 mars 2010

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

« La question des valeurs est au cœur du problème d'une survie de l'humanité dans le monde et d'une permanence du monde avec l'humanité qu'il comprend, et cette question n'est pas opérationnelle, mais politique. »

Michel Freitag, (*L'Oubli de la société*).

D'inondations en sécheresses, de pics de pollution en cyclones à répétition, de pluies acides en disparition d'« espèces rares », de raréfaction de l'eau potable en fonte des glaciers ou des banquises, des phénomènes de moins en moins naturels et de plus en plus alarmants, survenus au cours des décennies récentes, sont perçus comme autant de symptôme supplémentaires, en même temps que des preuves irréfutable, d'un « dérèglement » général de l'univers. Si, parmi les différents types d'insécurité aujourd'hui répertoriés ¹ dont la liste ne cesse de s'allonger ², il en est un « en voie de globalisation », c'est bien celui relatif à ce qu'il est convenu d'appeler l'« environnement ». Ou, plus exactement, à la dévastation en cours de ce dernier. Outre que cette insécurité englobe ³ si l'on ose dire ⁴ le globe terrestre dans son intégralité (en y incluant, bien sûr, l'atmosphère qui se réchauffe en l'entourant), elle obligerait les humains, si l'on en croit les écologistes, à la « penser globalement », même si la plupart s'empressent de préciser, sans doute pour ne pas être soupçonnées de visées totalitaires, que l'action pour y remédier ne saurait être que « locale ». Car remède il y aurait.



Au fur et à mesure, en effet, que se multiplient les signes annonciateurs d'une catastrophe planétaire annoncée, abondent parallèlement toutes sortes de discours réconfortants, assurant, non seulement que le pire pourrait être évité, mais que, pour peu que les habitants de la « terre-patrie » s'unissent dans un effort « solidaire » pour y faire face, un monde meilleur, à défaut d'être parfait, pourrait en résulter, dont la vertu première serait de garantir à l'humanité un développement à vie.

Censé, à l'origine, enrayer les « dégâts du progrès » sans que celui-ci en pâtisse, ce « développement soutenable », comme on l'appelait à l'origine, ne resta pas longtemps confiné au domaine où il avait fait son apparition, celui de l'économie. Devenu « durable » en France, par la suite, pour des raisons qui ne sont pas seulement d'ordre linguistique [1], il ne tarda pas à être érigé en panacée à tous les maux engendrés par un mode de production à€" que l'on n'ose plus nommer « capitaliste » à€" qui s'avère peu à peu être aussi, y compris aux yeux des plus lucides de ses défenseurs, ce que de ses détracteurs les plus radicaux avaient depuis longtemps détecté : un mode de destruction dont la nature puis l'homme étaient appelés à faire tôt ou tard les frais.

http://www.divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH266/Halles_2122-3-5f06c.jpg

Voici, donc, la thématique du « développement durable » maintenant déclinée à tout bout de champ, ou de rue, en l'occurrence, puisque c'est au tour des aménageurs, des urbanistes et des architectes de l'accommoder au domaine d'action qui est le leur : l'urbanisation. Et le mode de mode raisonnement qui va lui être appliqué obéira aux mêmes principes d'effectivité et d'opérativité que ceux appliqués ailleurs, et dont le propre, est d'exclure par avance toute interrogation sur la finalité. « Tout le monde a parfaitement conscience, rappelait un sociologue québécois, à propos des effets délétères pour l'humanité de l'essor ininterrompu de la société industrielle et du mode de vie qui lui est associé, « qu'une telle forme de croissance et de "développement" ne peut pas durer indéfiniment, tant du point de vue de notre rapport global à la nature, que par les inégalités de plus en plus explosives qu'elle engendre [2] ». Mais, il mettait aussitôt en garde ses contemporains contre le modèle « post moderne » qui lui aurait succédé. Celui-ci consiste à aborder et à traiter n'importe quelle question sociale, à commencer par celle de la destruction potentielle de la nature par l'action humaine, selon une approche gestionnaire et techniciste en termes de « problèmes à résoudre ». Or, cette vision technologiste et technocratique qui dissout la politique dans la gestion pragmatique généralisée de la vie sociale « ne peut plus connaître ni reconnaître la signification même d'un conflit porteur de sens ».

http://www.divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH289/Les_Halles_DSC04613-8962e.jpg

Une version écologisée de l'avenir radieux

Accusé de contribuer, de par les formes qu'il revêt jusqu'ici, à la détérioration de l'environnement naturel et humain, l'environnement urbain va être ainsi analysé et découpé en une infinité de composantes dont chacune deviendra un objet virtuel de prévision, de programmation, de manipulation et de contrôle. Or, plus on focalise l'attention sur le « ciblage », de plus en plus fin et diversifié, de toutes les variables à évaluer et des objectifs des interventions à opérer (localisation des projets, positionnement dans le site et emprise au sol des bâtiments, configuration architecturale, techniques constructives et matériaux, systèmes de chauffage, d'éclairage et de ventilation, etc.) pour rendre « durable » le développement urbain futur, plus on devient aveugle en ce qui concerne le sens, c'est-à-dire l'orientation et la signification, de ce développement.

De même qu'il existerait, désormais, des « entreprises citoyennes », un « commerce équitable » ou des « fonds d'investissements éthiques » permettant de resservir aux esprits crédules la vieille fable d'un capitalisme à visage humain, il suffira de placer l'urbanisation qui lui correspondra dans l'avenir sous le signe de d'écologie pour que ses ravages ne soient plus tout à fait perçus comme tels, à défaut de passer totalement inaperçus. Pourvus du label HQE (haute qualité environnementale), par exemple, qui fait fureur depuis peu parmi des promoteurs et les constructeurs affairés, depuis des décennies, à saccager des paysages ou à ruiner la santé de millions de citoyens, immeubles et maisons individuelles continueront à proliférer comme avant et selon la même logique, mais sans plus susciter, espère-t-on, de critiques et de protestations puisque cette prolifération répondra aux normes écologiques.

Ainsi, Maison Phoenix, leader de la maison individuelle en France, a-t-il fait appel, afin de relancer la demande, à l'architecte-ingénieur Jacques Ferrier qui se fait fort de « réinventer » le pavillon de banlieue en le dotant d'une « forme au design contemporain » et de matériaux écologiquement corrects [3].

Peut-être ce modèle innovant parviendra-t-il même à « convaincre la cadre supérieur à condescendre » à un type

d'habitat jusque-là méprisé pour son caractère populaire, ne serait-ce que pour en faire une résidence secondaire supplémentaire. Parallèlement, les constructeurs automobiles s'engouffrent dans le créneau de la petite voiture « simplifiée » et peu gourmande en essence pour redynamiser un marché européen demeuré atone. Consolidé de la sorte, le couple infernal maison individuelle-voiture pourra donc poursuivre sa grande œuvre : générer le développement durable d'une « urbanisation désurbanisée », négation de la ville et de son urbanité, source intarissable d'épuisement des ressources naturelles... et fiscales aussi [4].

La ville comme problème, la campagne comme solution ? Sous ses dehors provocants, cette interrogation n'a cependant rien de gratuit. Paradoxalement, en effet, lorsque les dirigeants politiques français et leurs experts daignent s'intéresser au devenir l'espace rural, ce n'est pas tant le sort parfois peu enviable des campagnes et surtout des paysans qui les préoccupe, que le devenir des villes et des citadins.

Certes, au moment des élections ou quand l'ordre est troublé par quelque manifestation d'agriculteurs ou d'éleveurs en colère, il est de bon ton de déplorer le « déclin des campagnes » et de préconiser leur

« revitalisation ». Cependant, hormis ces brèves périodes d'agitation politicienne, quand on pense à « endiguer l'expansion urbaine » pour

« rééquilibrer » le territoire au profit des communes rurales, c'est essentiellement à l'avenir des villes que l'on pense, menacé par tous les maux attribués à l'hyper-concentration des populations et des activités : congestion des moyens de transport, asphyxie due à la pollution, dégradation voire disparition des espaces « naturels », difficulté croissante à gérer le cycle de l'eau et des déchets, renchérissement du coût global de fonctionnement des agglomérations... Néanmoins, à trop fixer l'attention sur ces aspects « écologiques » de la crise urbaine, on risque d'en laisser d'autres dans l'ombre, qui pourraient bien compromettre définitivement l'avenir des villes et surtout celui de leurs habitants, en dépit de la multiplication des actions publiques en matière d'urbanisme, d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement.

Même si la France a pris du retard en ce domaine sur l'Allemagne, la Hollande ou l'Autriche, le « développement durable » appliqué à l'évolution des villes apparaît maintenant, aux yeux de la majorité des « décideurs » publics ou privés, comme « un thème tout à fait important, et surtout porteur, tant du point de vue politique et donc électoral, que du point de vue économique et donc commercial : il y a un marché pour l'environnement et pour des biens qui contribuent à sa

préservation » [5]. En outre, ce nouveau marché est créateur d'emplois : plus de 300.000 en France, sans compter les salariés des éco-industries. Un atout non négligeable dans un pays atteint par un chômage ou un sous-emploi endémiques. Mais toutes ces politiques et ces mesures ne serviront tout au plus qu'à limiter temporairement les dégâts et à repousser les échéances. Car l'urbanisation capitaliste, qu'elle qu'en soient les formes, conduit inexorablement à un désastre qui sera sans doute d'abord de caractère essentiellement *sociale* plutôt qu'écologique.

http://www.divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH215/Tour_Canal_0064-b0bcf.jpg

Appliquée à l'organisation et l'usage de l'espace, la problématique du

« développement durable » vise à éviter que l'extension continue des surfaces urbanisées n'aille à l'encontre du renouvellement des conditions *physiques* qui rendent possible la poursuite du développement. Rappelons cependant, au risque de déplaire, que ce que l'on cherche ainsi à rendre « durable », c'est avant tout un *développement de type capitaliste*. Or, la dégradation de l'environnement *humain* que celui-ci entraîne risque d'être encore plus rapide que celle de l'environnement naturel. Autrement dit, comme l'a magistralement démontré le géographe étatsunien David Harvey, « les limites du capital sont moins physiques que sociales [6] ».

Contrairement à ce qu'avancent couramment les partisans d'un

« développement soutenable », le péril auquel notre civilisation se trouve aujourd'hui confrontée n'est pas seulement ni principalement d'ordre écologique. Sans doute l'éventualité d'une catastrophe de cet ordre n'est-elle pas à écarter. À l'échelle planétaire, l'épuisement des ressources naturelles, la pollution de l'air et des eaux et le réchauffement de l'atmosphère vont s'accélérer avec l'entrée des anciens pays du « tiers-monde » (Malaisie, Indonésie, Thaïlande...)

ou « communistes »

(Chine, Russie, Pologne...) dans la course à la production et à la consommation de masse. Sans parler de la réticence des Européens eux-mêmes, pour ne rien dire des citoyens des autres pays dits développés, à mettre un frein à des usages destructeurs pour l'écosystème, tel celui de l'automobile [7], qui menacent de tarissement des ressources que l'on croyait jadis illimitées (eau, air et espace). « Les Chinois et les Indiens ont droit au même niveau de vie que les Occidentaux », ne se lassent pas de répéter leurs représentants dans les instances internationales, approuvés par leurs homologues desdits pays occidentaux. Sans oser, ni les uns ni les autres, en déduire publiquement ce que cela impliquerait. Mais, quand bien même le péril écologique serait-il différé, sinon écarté, c'est à un effondrement *sociétal* que l'on doit tôt ou tard s'attendre. En admettant que celui-ci n'ait pas déjà commencé.

L'internationalisation de la production, la désindustrialisation et la tertiarisation des emplois dans les métropoles constituent de puissants facteurs de recomposition du paysage économique, et donc de réorganisation des structures et des fonctionnements territoriaux. S'en tenir à cette appréciation, toutefois, comme on le fait d'ordinaire dans les discours convenus consacrés à « la ville de demain », revient à maintenir le black out sur les transformations en cours du « paysage social ». Or, pour caractériser son évolution, c'est moins de « recomposition » qu'il conviendrait de parler que de « décomposition ».

Il en va de la « crise de la ville » comme de « la crise » en général. En réalité, celle-ci correspond à une restructuration de l'économie capitaliste à l'échelle mondiale, passée au stade de l'accumulation flexible. Une flexibilité qui « concerne les processus de travail, les marchés du travail, les produits, les modèles de consommation » [8]. À la différence des autres phases de transition, cette mutation ne prélude donc pas à une stabilisation des relations sociales sur des bases renouvelées, mais sur leur fragilisation permanente. Le fluctuant, l'éphémère et l'incertain deviennent la règle. Certes, les classes dominantes sont parvenues à consolider leur pouvoir sur l'ensemble de la planète. À cet égard, les transformations en cours ne témoignent nullement d'une « crise » du capitalisme, ni d'un affaiblissement des élites dirigeantes. Au contraire, grâce à la « globalisation » des marchés, à l'« explosion » des nouvelles technologies et à la précarisation érigée en principe de « régulation du marché du travail », elles sont passées à la contre-offensive, grignotant peu à peu les conquêtes sociales arrachées par la lutte à l'époque où les rapports de force jouaient en faveur des dominés.

http://www.divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L312xH388/Couilles_en_or_2393-fc8fb-4ada4.jpg

« Pacifique » dans ses modalités, cette véritable « guerre de classe » menée par la bourgeoisie se révèle cependant chaque jour plus dévastatrice dans ses résultats [9]. Certes, libéralisations, privatisations, déréglementations et autres « dérégulations » n'ont pas été imposées par des dictatures militaro-policières, mais par des gouvernements démocratiquement élus, même si ceux-ci agissent, la plupart du temps, en tant que fondés de pouvoir d'instances internationales, privées ou publiques, échappant à tout contrôle populaire. Les conséquences, néanmoins, sont néfastes pour une part croissante de la population : précarisation, paupérisation, marginalisation. Avec le risque, pour les classes dominantes, de voir se déstabiliser l'assise de leur domination. Comme ne cessent, en effet, de le déplorer les hommes politiques et les idéologues attachés à la préservation de l'ordre établi, la « cohésion sociale » s'affaiblit, le « tissu social » se déchire, le « lien social » se distend, la société est guettée par la désagrégation. Autant de processus qui se matérialisent au plan spatial : ségrégation, fragmentation. Des chercheurs vont jusqu'à parler d'« apartheid urbain », d'autres de

« sécession », d'autres, encore, de « séparatisme ». Cela vaut pour l'espace urbain où vit la majeure partie de la population, mais aussi pour l'espace rural, en voie lui-même d'urbanisation... ou d'abandon.

http://www.divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH267/petite_ceinture_4-818fc.jpg

En pleine « mutation », le mode de production refaçonne le territoire comme il remodèle l'appareil productif. Certaines branches d'activité se modernisent, d'autres disparaissent, d'autre encore émerge et se développe.

Des régions, des villes, des quartiers subissent, par conséquent, l'impact de ces transformations, tantôt positives, tantôt négatives. D'un côté, création, essor, dynamisme. De l'autre, cessation, déclin, déshérence. Souvent, les deux processus se juxtaposent ou se superposent au sein des mêmes espaces aussi bien à l'échelle locale, qu'à l'échelle nationale ou mondiale. On parlera alors de « dualisation ». Une manière idéologique de désigner la dynamique propre au capitalisme : le développement inégal et combiné [10]. Un développement devenu aujourd'hui caricatural où les écarts entre les lieux comme entre les milieux se sont creusés au point de devenir fossés. Un développement où l'intégration économique au marché mondialisé et donc européenisé va de pair avec la désintégration sociale. Un développement qui menace la société de dislocation. Et c'est pourtant ce *développement-là* que l'on s'évertue à rendre « durable ».

PS:

Cet article est paru dans la revue *L'Homme et la Société* n° 155, 2005/1.

[1] Accolée au vocable « développement », l'épithète « durable » comporte, entre autres avantages, celui de faire fonctionner ce binôme sémantique à la manière d'une prophétie autoréalisatrice dans le champ symbolique : le succès prolongé de cette épithète, rassurante, s'il en est, atteste dans l'imaginaire la pérennité possible de ce développement, indépendamment des démentis infligés par un examen, même sommaire, de la réalité pratique.

[2] Michel Freitag, *L'Oubli de la société*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2002.

[3] *Libération*, mardi 1er mars 2005.

[4] Le coût dispendieux des réseaux techniques irriguant cet habitat dispersé constitue l'un des thèmes de déploration favoris dans la littérature spécialisée.

[5] Francis Beaucire, « Contrainte écologique et développement urbain durable », in *Vers un nouvel urbanisme*, La Documentation française, 1996.

[6] David Harvey, *Limits to capital*, Blackwell, Oxford, 1982.

[7] Rappelons que les crises pétrolières, pas plus la perspective d'un épuisement à terme des gisements, y compris ceux non encore découverts, n'ont jamais suffi à freiner la consommation d'or noir. Dans les pays déjà « développés » et, à plus forte raison, dans les économies dites « émergentes », producteurs et consommateurs d'automobiles semblent peu motivés, pour user d'une litote, pour limiter leurs besoins.

[8] David Harvey, « The political-economical transformation of late twentieth century capitalism », in *The condition of post-modernity*, Blackwell, Oxford, 1989.

[9] Noam Chomsky, *Class Warfare*, Common Courage Press, Monroe, 1996. L'auteur distingue la « guerre de classe » où la bourgeoisie a l'initiative face à des travailleurs ayant perdu toute cohésion et conscience collective de classe, de la lutte des classes où ceux-ci constituaient une force sociale structurée, avec ses organisations, ses programmes et ses idéaux.

[10] Concept forgé par un théoricien et dirigeant de la révolution bolchevique : Léon Trotsky.